



La terre source de vie, pas de profit !

Les investissements suisses dans les monocultures nuisent à la survie des communautés locales.

voir-et-agir.ch



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÊME
En collaboration avec «Etre partenaires»

Dossier de presse - Campagne œcuménique 2017



EMBARGO JUSQU'À LUNDI 6 MARS 2017 À 11H

Contenu du dossier de presse

Conférence de presse de la campagne œcuménique 2017

- 00 Page de couverture: affiche de la campagne œcuménique 2017
- 01 Contenu du dossier de presse
- 02 Communiqué de presse : Derrière les palmiers à huile se cachent aussi des banques suisses
- 03 Photos et légendes
- 04 Intervention de Kartini Samon : « Rien ne justifie l'accaparement des terres » (en anglais)
- 05 Intervention de Miges Baumann : Institutions financières opaques (en allemand)
- 06 Intervention de Matthias Dörnenburg : « Ne pas perdre pied » (en allemand)
- 07 Huile de palme et accaparement des terres : faits et informations sur l'implication des banques et des prestataires de services financiers suisses (également disponible en format PDF)
- 08 Portraits des hôtes de campagne
- 09 Portraits des intervenant-e-s
- 10 Portraits des organisations partenaires de la campagne œcuménique 2017

Vous trouverez sur notre site web www.voir-et-agir.ch/medias:

- Dossier de presse
- Photos
- L'étude de l'institut de recherche économique Profundo « Liens entre les fournisseurs d'huile de palme et les institutions financières suisses »



EMBARGO JUSQU'A LUNDI 6 MARS 2017 A 11H

Communiqué de presse

Conférence de presse de la campagne œcuménique 2017

Derrière les palmeraies à huile se cachent aussi des banques suisses

Berne/Lucerne, 6 mars 2017 - En Indonésie, les fabricants d'huile de palme se retrouvent souvent sous les feux de la critique en raison de leur non-respect des droits humains et de la législation en vigueur. Toutefois, la plupart du temps ils bénéficient des services de banques et d'institutions financières suisses. *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* demandent que ces dernières assument leurs responsabilités et respectent les normes reconnues internationalement. Pour la campagne œcuménique 2017, nos organisations appellent à ce que « la terre soit source de vie, pas de profit ».

Planter des palmiers à huile peut avoir un impact écologique et social majeur. Les banques et établissements financiers suisses en savent quelque chose. « Les monocultures de palmiers à huile détruisent le sol, s'approprient les ressources d'eau disponibles et menacent l'existence des peuples et des communautés autochtones », affirme Kartini Samon, l'invitée indonésienne de la campagne œcuménique 2017.

Les palmeraies à huile représentent un marché juteux, car les besoins en capitaux sont énormes. Afin de ne pas financer de projets qui ne soient pas conformes aux droits humains ou aux normes environnementales, les banques suisses ont adhéré à des règles internationales et à des principes de l'ONU. En outre, à l'instar du Credit Suisse, elles se dotent de directives internes afin d'éviter toutes retombées négatives que pourrait avoir ce type d'activités.

Pourtant à regarder de plus près la situation dans le Kalimantan occidental, en Indonésie, force est de constater que « les entreprises établissent leurs palmeraies sans l'approbation préalable des villageois et sans même les faire participer à la prise de décision. Ceci est contraire aux droits humains », déclare Miges Baumann, responsable Politique de développement de *Pain pour le prochain*. « Des palmiers sont même plantés dans des tourbières, des zones marécageuses, voire sur des pentes raides, bien que cela soit interdit ».

Des banques suisses aussi impliquées dans ces activités controversées

Le commerce d'huile de palme fait florès. Ces dernières années, rien que dans le Kalimantan, des dizaines de milliers de kilomètres carrés de forêt tropicale qui servaient à nourrir les populations locales ont été déboisés pour y planter des palmiers. Or les multinationales dans l'huile de palme ont souvent recours à des banques suisses pour lever les capitaux nécessaires à leurs opérations. L'organisation néerlandaise Profundo a étudié les liens unissant onze banques et gestionnaires de fortune à vingt des plus importantes multinationales du secteur, qui exploitent des palmeraies ou font commerce d'huile de palme, en Indonésie et en Malaisie, dans la période entre 2009 et août 2016.

Dès lors qu'elles établissent des palmeraies, ces multinationales se rendent régulièrement coupables de violations des droits humains et des normes environnementales contraignantes



sur le plan international. Des recherches effectuées par Walhi, une ONG partenaire de *Pain pour le prochain* en Indonésie, ont mis au jour les infractions commises par Bumitama et IOI Corporation, deux entreprises pour lesquelles des banques suisses ont placé des actions et des obligations, à qui elles ont accordé des crédits ou opérations auxquelles elles ont participé financièrement. Totalisant à lui seul USD 901 millions, le Credit Suisse remporte la palme de la banque la plus activement impliquée sur cette période, mais à fin août 2016, la banque J. Safra Sarasin détenait elle aussi des actions d'IOI d'une valeur d'USD 266 millions dans ces livres de compte. Récemment, Bumitama et IOI ont été vivement critiquées en raison de leur non-respect des droits humains et des normes environnementales en vigueur.

Les banques doivent observer la loi et leurs propres principes

Les palmeraies à huile, tout comme les mines et la filière du bois ont d'indéniables vellétés d'expansion. Ces secteurs sont en outre connus des banques pour leurs manquements en matière de droits humains et de normes environnementales. C'est la raison pour laquelle celles-ci se sont dotées de leurs propres directives. « Ces clarifications et ces outils d'aide à la prise de décision dans la mise en œuvre des normes internationales n'ont que peu d'utilité si les banques ne s'assurent pas que leurs clients les respectent », constate Miges Baumann. « C'est ce qui ressort de notre comparaison entre les directives du Credit Suisse et les constatations faites sur place, dans des palmeraies du Kalimantan occidental dont la société-mère a profité des services fournis par cette grande banque suisse ».

Action de Carême et *Pain pour le prochain* exigent donc des banques et des institutions financières suisses qu'elles assument leurs responsabilités lorsqu'elles financent de tels projets et qu'elles insistent sur le respect du droit international dans toutes leurs activités. Comme le dit Matthias Dörnenburg, co-responsable de la communication et directeur ad interim d'*Action de Carême*, « la perte de terre va de pair avec la disparition des connaissances, de la diversité, d'un espace de repos et des origines ». « Une fois nos terres détruites, nous perdons irrémédiablement des ressources et nous perdons très littéralement pied ». Dans le cadre de la campagne œcuménique 2017 et de son slogan « La terre source de vie, pas de profit », de nombreuses paroisses participent à l'action « Cultivez la vie » qui prévoit que des palettes soient utilisées pour y cultiver des plantes diverses, créant ainsi sur des mètres carrés un contrepois aux kilomètres carrés accaparés par les investisseurs et envahis par les monocultures partout dans le monde.

Informations et images : www.voir-et-agir.ch/medias

Renseignements :

Miges Baumann, *Pain pour le prochain*, 031 380 65 70, baumann@bfa-ppp.ch
Matthias Dörnenburg, *Action de Carême*, 041 227 59 21, doernenburg@fastenopfer.ch

La campagne œcuménique : informer, esquisser des pistes d'action, récolter des fonds : depuis 1969, *Pain pour le prochain*, l'organisation de développement des Eglises protestantes de Suisse, et *Action de Carême*, celle de l'Eglise catholique, œuvrent ensemble. Le temps du Carême ou de la Passion, la campagne œcuménique est devenue le symbole d'une solidarité authentique et du partenariat œcuménique. Depuis 1994, Etre Partenaires, l'organisation de l'Eglise catholique-chrétienne, y participe aussi. Chaque année, nos trois organisations convergent autour d'un sujet de politique de développement qu'elles portent à la connaissance du grand public. www.voir-et-agir.ch

EMBARGO JUSQU'À LUNDI 6 MARS 2017 À 11H

Photos et légendes

Conférence de presse – campagne œcuménique 2017

Images pour la conférence de presse et autres images : www.voir-et-agir.ch/images

Renseignements :

Tiziana Conti, *Action de Carême*, 021 617 88 82, conti@fastenopfer.ch



Avec comme slogan « La terre source de vie, pas de profit ! », la campagne œcuménique 2017 exhorte les banques et les établissements financiers à ne pas contribuer à l'accaparement des terres en finançant les activités d'entreprises actives dans l'industrie de l'huile de palme.

Photo : ©Spinax Civil Voices/*Pain pour le prochain/Action de Carême*



Au Kalimantan, l'industrie de l'huile de palme croît à un rythme effréné. Les nouvelles palmeraies qui apparaissent constamment menacent les bases de subsistance des populations locales. Les palmiers à huile poussant de près d'un demi-mètre par an, rares sont les espèces animales et végétales qui parviennent à survivre à l'ombre de leur dense feuillage.

Photo : ©François de Sury/*Pain pour le prochain*



Les palmeraies à huile atteignent fréquemment les abords des villages ou des rivières alors même qu'une distance de sécurité est prévue par la loi. Dans le Kalimantan occidental, près de 38 pourcent des terres sont déjà recouvertes de tels palmiers.

Photo : ©Urs Walter/*Pain pour le prochain*



La récolte est dure pour les travailleurs agricoles qui doivent soulever des charges de 25 à 30 kilos pour les hisser dans des camions.

Photo : ©Urs Walter/*Pain pour le prochain*



Au centre de nombreuses plantations se trouve une usine permettant d'extraire l'huile brute. Tout un village est construit autour pour y loger les employés qui ne sont pas des Dayaks, habitants de la région, mais des personnes que l'on a fait venir de régions reculées d'Indonésie (image de la palmeraie de Bumitama à Sungai Kelik dans le Kalimantan occidental).

Photo : ©Urs Walter/Pain pour le prochain



Les plantations sont souvent établies de manière soudaine et arbitraire. Les habitants de la région n'y ayant qu'un accès limité, des aliments essentiels qu'ils cueillaient jusqu'alors dans les champs ou récoltaient en forêt viennent fréquemment à leur manquer. L'image provient de la palmeraie Bumitama Gunajaya Agro Group à Sungai Kelik.

Photo : ©Urs Walter/Pain pour le prochain



Un seul des innombrables camions formant de longues colonnes en direction de la côte transporte 8000 litres d'huile de palme. La richesse du Kalimantan est majoritairement exportée.

Photo : ©Miges Baumann/Pain pour le prochain



Déboiser, assécher, aplanir, planter – de nombreux investisseurs permettent de transformer une forêt tropicale diversifiée en une monoculture de palmiers à huile. Même les tourbières deviennent des palmeraies bien que cela soit interdit. L'image montre une plantation récente à proximité de Sungai Kelik à Kalimantan, la partie indonésienne de l'île de Bornéo.

Photo : ©Urs Walter/Pain pour le prochain



Le déboisement de pentes raides, comme ici dans la plantation PT PSA, dans la province de Sintang, a pour conséquence érosion et glissements de terrain, comme l'explique Hendrikus Adam. Ce dernier travaille pour Walhi, une organisation partenaire de *Pain pour le prochain* qui défend les droits des populations affectées par ces palmeraies partout en Indonésie.

Photo : ©Miges Baumann/Pain pour le prochain



EMBARGO JUSQU'À LUNDI 6 MARS 2017 À 11H

« Rien ne justifie l'accaparement des terres »

Kartini Samon, collaboratrice de Grain à Jakarta, Indonésie

(le texte prononcé en anglais fait foi)

Les monocultures détruisent le sol, nécessitent de l'eau et menacent l'existence de la population et des communautés indigènes. C'est pourquoi Kartini Samon se bat contre la progression galopante des plantations de palmiers à huile. Par ailleurs, les entreprises ont souvent recours à des forces de travail externes : la population locale repart donc les mains vides. La plupart des gens sont engagés à la journée ou à la saison et n'ont ainsi que peu ou pas de sécurité sociale, de même que des salaires très bas.

Les plantations de palmiers à huile existent depuis plus de cent ans en Indonésie. Toutefois, durant les trente dernières années, des investisseurs du pays et de l'étranger ont établi des plantations d'une ampleur croissant à toute vitesse. En 2015, les statistiques montrent que la superficie totale des plantations de palmiers à huile s'élevait à plus de onze millions d'hectares sur toutes les îles du pays. Ce phénomène est dû à une politique fatale. Les gouvernements conçoivent en général le développement uniquement sous l'angle de la croissance économique. Ils mesurent la croissance à la hauteur des investissements ou au volume des échanges et ne prennent absolument pas en compte les dimensions économique et sociale. Si l'on considère les conséquences pour l'être humain et l'environnement, les investissements dans les grandes plantations sont l'exact opposé du développement.

Des conséquences négatives avant tout

Ces monocultures détruisent le sol, monopolisent l'eau à disposition et menacent l'existence de la population et des communautés indigènes. Des organisations comme Grain ou Walhi se battent là-contre, avec le soutien de *Pain pour le prochain*. Seules quelques rares personnes trouvent du travail dans les plantations ou dans les entreprises de transformation d'huile de palme – pour bon nombre d'entre elles, cela ne va pas plus loin que des promesses. Cette situation engendre de nombreuses tensions au sein des familles et des communautés. Souvent, des forces de travail externes sont engagées : la population locale repart donc les mains vides. Une grande partie des personnes qui ont du travail sont employées à la journée ou à la saison. Cela signifie qu'elles n'ont que peu ou pas de sécurité sociale et des salaires très bas. Ce sont surtout les ouvriers chargés de la récolte qui sont engagés au salaire horaire et à la tâche. Tout le prouve : rien ne justifie l'accaparement des terres.

A mon avis, il n'y a qu'une réelle alternative à ce pillage des droits de la population et de la nature : se battre pour le droit à la terre ! Les conflits territoriaux sont à l'ordre du jour en Indonésie, car les gens se défendent comme ils le peuvent. Souvent, ils sont abandonnés par l'Etat. Beaucoup voient la confrontation comme leur seule chance, leur dernière possibilité. Evidemment, la contestation ne se termine pas toujours par une victoire, de nombreuses personnes sont déplacées.



Des certificats comme la RSPO ne servent à rien

Je ne tiens pas en haute estime la « culture durable » qui est l'objectif d'associations telles que la Table ronde pour une huile de palme durable (RSPO). A mon avis – et c'est aussi la position officielle de Grain – la RSPO et les autres dispositifs visant à promouvoir les investissements responsables dans l'agriculture ne sont qu'un prétexte pour que les investisseurs et les multinationales continuent à avoir les mains libres. Des organisations et des communautés locales en Indonésie transmettent sans cesse des plaintes auprès de la Table ronde, mais il n'y a encore jamais eu d'issue satisfaisante pour les plaignants. C'est très inquiétant, car le mécanisme de recours est la dernière instance pour aborder les problèmes qui n'ont pas été pris en compte lors du processus de certification. Si les chances de succès d'une plainte sont presque nulles, qu'en est-il des avantages d'une certification ?

Chez Grain, nous imaginons une alternative aux monocultures destructrices : un système agricole riche en biodiversité, exploité par des communautés locales, et dans lequel les petits paysans et paysannes ainsi que les groupes indigènes ont accès à la terre et à l'eau et peuvent exercer un contrôle sur elles. Dans ce système, ils ont le droit de cultiver et d'échanger leurs propres semences locales, et ne sont pas dépendants d'engrais chimiques ou de pesticides. De la sorte, on permettrait de garantir la production locale d'aliments sains et sûrs. Ce n'est qu'en nous souciant de notre agriculture et des marchés locaux que nous pourrions garantir l'existence de ceux-ci sur le long terme. C'est pourquoi il est d'autant plus important de sensibiliser les gens à la provenance de notre nourriture, aux personnes qui la produisent et avec quels moyens, et aux effets que l'alimentation a sur notre santé à nous, humains.

Grain s'engage mondialement contre l'accaparement des terres

L'organisation non gouvernementale Grain (Genetic Resources Action International), active sur le plan international, s'engage dans les pays du Sud pour la sauvegarde d'une agriculture locale, reposant sur la biodiversité. En Indonésie, cette organisation partenaire de *Pain pour le prochain* combat les plantations industrielles de palmiers à huile. Le travail accompli par Grain depuis 1990 a considérablement marqué l'expression « Land Grabbing », soit accaparement des terres en français. En 2011, Grain a reçu le « Right Livelihood Award », équivalent alternatif du Prix Nobel, pour son engagement contre l'accaparement des terres. A l'avenir, l'organisation souhaite s'impliquer davantage encore dans la création de nouveaux systèmes d'alimentation afin de protéger entièrement les conditions de vie des personnes sur place.

www.grain.org

Berne/Lucerne, 6 mars 2017



EMBARGO JUSQU'À LUNDI 6 MARS 2017 À 11H

Des relations d'affaires qui lient les banques à l'industrie de l'huile de palme

Banques suisses, violations des droits humains, terres disputées, déforestation, destructions environnementales

Miges Baumann, responsable Politique de développement, *Pain pour le prochain*

(le texte prononcé en allemand fait foi)

Comme l'a expliqué Kartini Samon dans son exposé, les populations locales s'élèvent contre les conséquences délétères des plantations de palmiers à huile.

En Suisse, nous nous mobilisons aussi car ces palmeraies violent non seulement les droits fondamentaux, mais aussi les principes de développement durable des banques suisses. Cela fait 40 ans que je me rends régulièrement en Indonésie et à Kalimantan. A chaque voyage, je constate à quel point la forêt tropicale recule devant les plantations, marginalisant toujours davantage les populations indigènes.

L'huile de palme est l'une des principales causes de l'accaparement des terres. En Indonésie, elle est synonyme de conflit entre les entreprises et les communautés indigènes paysannes. Le commerce de cette huile s'accompagne fréquemment de violations des normes du droit international et des droits humains. Par ailleurs, elle provoque réchauffement climatique, recul de la biodiversité et destructions des forêts, mettant à mal la sécurité alimentaire des habitants des régions concernées.

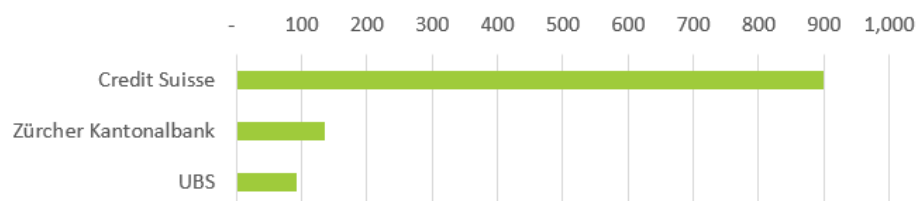
C'est ce qui nous a poussés à voir dans quelle mesure les banques et les établissements financiers suisses sont impliqués dans de telles activités, notamment dans l'industrie de l'huile de palme. A cette fin, nous avons demandé à Profundo, une organisation de recherche néerlandaise, d'étudier les investissements et prestations de services de 17 banques suisses en faveur de 20 des principaux fabricants et distributeurs d'huile de palme entre 2009 et 2016. Les banques et établissements financiers ont participé à cette industrie par le biais d'émission d'actions et d'obligations, mais aussi en accordant des crédits à ce secteur à hauteur d'USD 1,1 milliard.

Services financiers et prise de participation

Les chiffres du mois d'août 2016 démontrent que ce sont principalement deux banques qui sont impliquées à des degrés différents : Credit Suisse et le groupe Safra, par le biais de la banque J. Safra Sarasin.

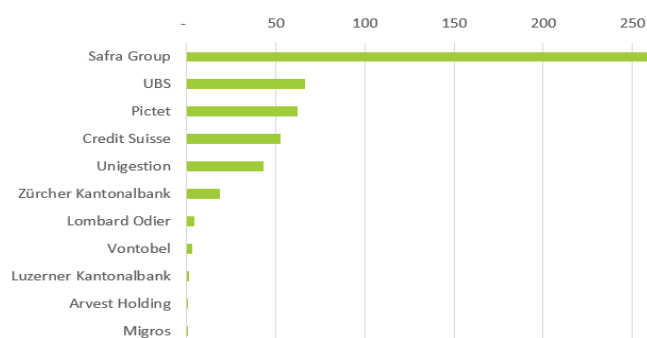


Entre 2009 et août 2016, c'est Credit Suisse qui a apporté le plus de prestations de service aux entreprises actives dans le secteur de l'huile de palme pour un montant de USD 900 millions.



Source : Profundo, 2016

Eu égard à la gestion d'actifs, c'est à dire la gestion d'un portefeuille d'actions et d'obligations, c'est le groupe Safra, auquel appartient la banque J. Safra Sarasin, qui vient en tête.



Source : Profundo, 2016

Concernant J. Safra Sarasin, les engagements concernent tout le groupe Safra, qui, en 2013, a acquis la banque privée bâloise Sarasin. Etant donné qu'il s'agit d'un groupe brésilien, nous ne rentrerons pas ici dans le détail de ses activités.

Normes internationales et politique d'entreprise

Concentrons-nous donc sur le cas de Credit Suisse. Nous avons analysé les normes et les principes que suit Credit Suisse dans ses activités et le comportement que la banque attend de la part de ses clients. La troisième question que nous nous sommes posée était de savoir comment cette grande banque met en œuvre les normes internationales, mais aussi ses propres principes et politiques internes.

Les activités bancaires sont régies par des normes internationales édictées au niveau de l'ONU, de l'OCDE et du BIT, mais les institutions financières doivent également se conformer aux normes générées par et pour le secteur bancaire lui-même.



Normes internationales :

- [Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme](#). Ceux-ci s'appliquent aussi aux banques. C'est un groupement bancaire appelé « Groupe de Thoue » qui est chargé de déterminer les modalités de leur mise en œuvre. Depuis mai 2011, les grandes banques suisses ont adhéré à ce groupement, y compris Credit Suisse. Ce groupe a expressément approuvé les Principes directeurs et émis des propositions quant à la manière de mettre en œuvre l'obligation de diligence et la responsabilité des banques en matière de droits humains et d'environnement.
- Organisation internationale du travail (OIT) : depuis 1991, la Convention 169 de l'OIT prévoit de protéger un certain nombre de droits fondamentaux dont doivent jouir les peuples indigènes et tribaux.
- Les principes de l'Equateur : à l'heure actuelle, 88 banques internationales, dont Credit Suisse, ont volontairement adhéré à cet ensemble de règles portant sur le respect de normes environnementales et sociales lorsqu'elles financent des projets (version III de 2013).

Principes internes à Credit Suisse :

- L'obligation de durabilité est inscrite dans le [Code de conduite de Credit Suisse](#) de décembre 2010, document qui décrit les principes éthiques fondamentaux et les normes professionnelles de la banque.
- La [Déclaration de Credit Suisse en faveur du développement durable](#) (texte en anglais) de mai 2011 précise l'obligation de développement durable du Code de conduite.
- Les [consignes relatives à la sylviculture et à l'agriculture](#) (texte en anglais) énumèrent depuis 2008 un certain nombre d'activités pour lesquelles Credit Suisse renonce à financer voire à conseiller les entreprises. C'est notamment le cas des activités économiques dans les forêts tropicales humides primaires, les forêts à haute valeur de conservation, les tourbières, mais aussi les régions marécageuses qui séquestrent les gaz à effet de serre néfastes pour l'environnement. Par ailleurs, l'abattage illégal d'arbres, l'écobuage incontrôlé, les infractions à la législation locale et les violations des droits humains figurent sur cette liste d'activités économiques interdites.

Une réalité bien différente

Sur papier et sur internet, les instructions de la banque sonnent bien, mais la réalité est malheureusement différente. C'est ce qui ressort des recherches effectuées par *Pain pour le prochain* et son partenaire indonésien, Walhi. A titre d'exemple, en 2013, Credit Suisse a aidé DSN à effectuer par deux fois des émissions d'actions pour une levée de capital d'un montant total dépassant USD 10 millions. Dans les faits, la banque devait garantir que le groupe DSN respectait les normes internationales et les directives propres à Credit Suisse, raison pour laquelle Walhi, notre partenaire sur place, a visité différentes plantations du groupe DNS dans le Kalimantan occidental, en Indonésie.

A cette occasion, notre partenaire a pu constater que lors de l'achat des terrains ou de l'aménagement des palmeraies visitées, DSN ou ses filiales ont contrevenu aux principes suivants :

- Droits fondamentaux : le droit international prévoit que les communautés affectées par les nouvelles plantations ainsi que les populations indigènes donnent leur consentement libre et éclairé préalablement à toute opération. Cette norme n'a pas été respectée. Les communautés autochtones vivant dans le district de Kapuas Hulu, dans la province du Kalimantan occidental,



se sont opposées à Rimba Utara, la filiale de DNS, en 2012 déjà, c'est-à-dire avant l'émission d'actions pour le groupe DSN.

- Mesures sylvicoles : des forêts à haute valeur de conservation ont été déboisées, notamment sur des pentes abruptes, avec pour conséquence l'érosion des sols et la pollution de ruisseaux, de rivières et de sources d'eau potable. En outre, lors de la plantation des palmiers, les distances aux rivières et aux ruisseaux prescrites par la loi n'ont pas été observées.
- Protection des tourbières : nous avons trouvé différents cas de tourbières et de zones marécageuses cultivées, ce qui va à l'encontre du droit indonésien et des principes de Credit Suisse.

Tout autour des palmeraies ont éclaté des conflits concernant les terrains revendiqués. Les villageois font état de tentatives d'intimidation de la part des entreprises en question. Les témoignages des chefs et des habitants de divers villages s'accordent sur le fait que les entreprises n'ont pas tenu parole.

C'est ce qu'a montré notre visite de la plantation PT. LSM dans le district de Ketapang, dans la province du Kalimantan occidental. Celle-ci appartient aux deux entreprises d'huile de palme Bumitama et le groupe IOI. Dans ce dernier aussi, tant Credit Suisse que le groupe Safra détiennent des actions. Les exploitants de la plantation PT.LSM font régulièrement la une des journaux à cause des violations des droits humains, des conflits fonciers, des conditions de travail précaires sur les plantations, du déboisement illégal, de la destruction des tourbières et des incendies des forêts.

Nous avons pu constater que :

- Plus de 90 pourcent des terrains revendiqués par PT. LSM sont contestés et disputés sur le plan juridique.
- L'entreprise PT. LSM a illégalement déboisé la forêt tropicale à des fins de culture.
- PT. LSM exploite tourbières et marécages, une pratique non seulement interdite mais qui se répercute négativement sur le climat. Les tourbières séquestrent à elles seules entre 3000 et 6000 tonnes de carbone par hectare, soit 50 fois plus que la même surface de forêt humide sans tourbière. La destruction des tourbières est l'une des principales causes du réchauffement climatique car elle est à l'origine de plus de 3 milliards de tonnes de CO2 par an.

Ce client de Credit Suisse et d'autres enfreignent donc non seulement les normes internationalement convenues, mais aussi les règles du RSPO et les lignes directrices propres à la banque. De toute évidence, dans le secteur de l'huile de palme que nous avons examiné, Credit Suisse n'est pas suffisamment strict vis-à-vis de ses clients en ce qui concerne le respect de ces obligations.

Ce que nous demandons aux banques

Du fait de leurs activités économiques, les banques suisses sont liées aux irrégularités dont se rendent coupables les fabricants d'huile de palme dans leurs plantations. C'est pourquoi, nous exhortons tant Credit Suisse que les autres banques suisses à :

- Exiger que dans toutes leurs affaires soient respectés les droits humains et les standards de durabilité, tout comme les directives de la banque.
- Mettre un terme à toutes relations d'affaires avec des entreprises qui s'accaparent des terres et ôtent ainsi leur base de subsistance à des millions d'individus.



EMBARGO JUSQU'À LUNDI 6 MARS 2017 À 11H

« Ne pas perdre pied »

Matthias Dörnenburg, coresponsable de la communication, directeur ad interim d'*Action de Carême*

(le texte prononcé en allemand fait foi)

La campagne œcuménique 2017 porte sur la terre, une ressource en péril, qui est menacée comme base de subsistance mais sa biodiversité, sa culture et le sentiment d'être partout chez soi sont également compromis. En conjonction avec *Etre Partenaires*, *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* se mobilisent pour que l'humanité ne perde pas pied en présentant des revendications concrètes, symboliques et solides aux institutions financières.

Loin de n'être qu'un facteur de production, la terre et les forêts sont une réelle réserve de biodiversité. Partie intégrante du poumon vert de la planète, la terre est aussi une source de spiritualité et de culture. Offrant un habitat aux animaux et aux humains, sa perte constituerait une perte de connaissances, de diversité, d'espace de repos et une coupure de nos origines. En perdant nos terres, nous perdons des ressources de manière irréversible et nous perdons très littéralement pied.

Imaginez : on sonne à votre porte et des individus armés portant l'uniforme des services de sécurité vous informent qu'il ne vous reste plus que cinq jours avant que votre maison ne soit démolie car une multinationale s'est appropriée les terres de votre village pour y planter du soja à grande échelle.

Cette expérience existentielle, des milliers de personnes la vivent chaque année, souvent livrées à de tels événements sans défense. Dans les pays en développement, 40 millions d'hectares, soit une surface dix fois comme la Suisse (!), sont passés aux mains d'importants investisseurs depuis 2000. Actuellement, 15 millions d'hectares supplémentaires (soit quatre fois la Suisse) sont menacés. A chaque heure qui passe, c'est l'équivalent de 300 terrains de football qui sont déboisés dans la forêt tropicale et remplacés par des palmiers à huile. Il ne s'agit en l'occurrence pas de terres jusqu'alors inexploitées, mais de surfaces qui permettaient à des personnes de vivre d'une agriculture diversifiée à petite échelle ou de la cueillette de fruits sauvages.

Ici, en Suisse, nous disposons de lois protégeant les marais et les forêts, tandis que nos surfaces agricoles sont régies par des ordonnances et par des plans de zone. Toute violation de ces dispositions fait l'objet d'une enquête et peut être contestée en droit. En Indonésie, en République démocratique du Congo et au Guatemala, la situation est bien plus compliquée.

Avec la thématique de l'accaparement des terres, la campagne œcuménique soulève la question de notre rapport à la terre. Dieu a créé Adam, un être fait d'argile et de terre, établissant entre cette dernière et nous-mêmes un lien indéfectible en quelque sorte. Les conséquences de la surexploitation de la nature sur les Indonésiens sont, elles, bien plus directes et existentielles. Même si nous sommes tout à fait conscients que nous n'avons pas d'autre planète à notre disposition,



l'urgence qu'il y a à changer notre rapport à la création est moins palpable. Les abonnements aux coopératives de producteurs de légumes bio, les projets de jardins urbains, les cultures en centre-ville montrent bien que nous souhaitons compenser la perte de ce lien à la terre. Nous sommes toutefois à des années lumières d'un changement structurel, d'une remise en question critique des institutions financières et de l'adoption d'un mode de vie authentiquement durable.

Malgré tout, ce sont les petits pas qui comptent. Par l'action « Cultivez la vie » nous envoyons un signal clair et invitons paroisses et particuliers à cultiver des plates-bandes pour créer symboliquement de nouvelles terres cultivées. Cette action est une forme positive de protestation. Nous créons ces cultures pour illustrer ce qui se passe lorsque l'on perd les moyens de subvenir à ses propres besoins. Tout comme nos partenaires en Afrique du Sud profitent du moindre recoin pour y installer des contenants dans lesquels ils cultivent salades ou tout autre légume à croissance rapide, ces plates-bandes sont un moyen ludique d'inviter à une réflexion sur la planète et sa valeur tout en contribuant de manière très concrète à reverdir notre environnement, à le diversifier et à vivre ensemble de manière plus solidaire. Le site web www.voir-et-agir.ch permet de suivre les étapes de cette action et de voir comment croissent ces nouvelles surfaces cultivables. Nous espérons que les palettes seront nombreuses.

La campagne œcuménique offre un soutien très concret car elle est l'occasion pour nous de récolter des fonds pour nos partenaires qui, à l'instar de Grain en Indonésie, viennent en aide à des habitants du Laos, des Philippines, du Kenya, de la République démocratique du Congo, du Guatemala ou de l'Equateur pour qu'ils obtiennent des terres dont ils puissent vivre et donc ne pas perdre pied. Leurs projets assurent aux familles paysannes un accès à la terre, les aident à se protéger en vertu du droit foncier et visent à améliorer suffisamment les conditions dans leurs pays pour prévenir toute violation des droits humains. Grâce à ces projets, nos deux organisations atteignent des centaines de milliers de paysannes et de paysans. Chaque pierre apportée à l'édifice d'une petite exploitation paysanne contribue à assurer l'alimentation de la planète. En effet, l'agriculture industrielle exploite 70 pourcent des surfaces agricoles dans le monde, mais elle ne nourrit que 30 pourcent de la population planétaire ; les exploitations paysannes parviennent, elles, à nourrir 70 pourcent de la population mondiale en ne cultivant que les 30 pourcent restants.

La campagne œcuménique a pour but de :

- **récolter des fonds** afin de garantir que les populations ne perdent pas pied ; réduire la faim et la pauvreté.
- **sensibiliser** au fait que les palmeraies à huile constituent une menace pour les individus car elles leur font perdre leurs terres et par voie de conséquence leur base de subsistance ; aider l'opinion publique en Suisse à en prendre conscience.
- **démontrer clairement par le biais de plates-bandes diversifiées** que la terre est un bien précieux et que l'accaparement des terres est un fléau auquel il convient de mettre un terme.
- **exhorter les établissements financiers, le Crédit Suisse et J. Safra Sarasin en première ligne**, à veiller au respect des droits humains et des normes en matière de développement durable, tant dans leurs propres activités, que dans celles de leurs clients.

Nous vous remercions très sincèrement pour votre contribution à notre campagne.

Berne/Lucerne, 6 mars 2017

Les hôtes de campagne

Mamy Rakotondrainibe, Madagascar



Mamy Rakotondrainibe est responsable du Collectif TANY, une organisation qui promeut la défense des terres et des ressources naturelles malgaches et soutient les citoyens et les paysans dans leur lutte pour la sécurité alimentaire. Action de Carême collabore avec cette fondation dans le travail d'information et de renforcement des capacités de la société civile malgache contre l'accaparement des terres. Le collectif TANY a été créé à Paris en 2009, en réaction au projet de location de 1.3 millions d'hectares de terre pour 99 ans par la société Daewoo Logistics à Madagascar.

Mamy Rakotondrainibe sera présente en Suisse romande du 22 mars au 2 avril 2017 dans le cadre de la campagne œcuménique.

Renseignements concernant l'hôte du Madagascar:

Tiziana Conti, Responsable médias *Action de Carême*, 021 617 88 82, conti@fastenopfer.ch

Kartini Samon, Indonésie



Kartini Samon travaille pour Grain, une des organisations partenaires de *Pain pour le prochain*. Depuis Djakarta, Grain apporte son appui à ses propres partenaires asiatiques et chapeaute la mise en œuvre de leurs programmes dans la région. Après avoir étudié le développement agricole, Kartini Samon s'est impliquée dans des mouvements de jeunes paysans ruraux en Indonésie. Elle parle donc en connaissance de cause lorsqu'elle évoque les conséquences de la monoculture du palmier à huile et peut témoigner d'une multitude d'anecdotes issues du quotidien des populations rurales. Avant de rejoindre Grain, Kartini Samon travaillait pour SPI, une branche locale du syndicat paysan La Via Campesina.

Du 3 au 20 mars 2017, dans le cadre de la campagne œcuménique 2017, Kartini Samon interviendra dans des paroisses, des écoles et des universités.

Lali Naidoo, Afrique du Sud



Lali Naidoo est directrice d'ECARP (projet de recherche agricole au Cap oriental), organisation partenaire d'*Action de Carême* en Afrique du Sud. Avec notre soutien, ECARP aide les travailleurs agricoles et les paysans sans terre à développer des stratégies pour lutter contre les déplacements afin qu'ils disposent d'un accès garanti à la terre. Comme le dit Lali Naidoo : « L'accaparement des terres est facilité par les initiatives législatives et de développement des Etats. Les terres étant réparties de manière inégale et raciste, l'accaparement des terres aboutit souvent à une répartition rapide et problématique au détriment des sans terre. »

Du 18 mars au 2 avril 2017, dans le cadre de la campagne œcuménique 2017, Lali Naidoo tiendra des conférences dans différents lieux de Suisse.

Renseignements concernant les hôtes d'Indonésie et d'Afrique du Sud:

Colette Kalt, responsable médias *Action de Carême*, 041 227 59 51, kalt@fastenopfer.ch
Urs Walter, responsable médias *Pain pour le prochain*, 031 380 65 71, walter@bfa-ppp.ch



EMBARGO JUSQU'À LUNDI 6 MARS 2017 À 11H

Les intervenant-e-s

Conférence de presse – campagne œcuménique 2017

Kartini Samon, Grain, invitée de la campagne proposée par *Pain pour le prochain*

Kartini Samon travaille depuis 2013 pour Grain en Asie. Elle était auparavant en charge du dossier Politique agricole et effets sur la population paysanne auprès de Serikat Petani Indonesia (SPI), l'union des paysans d'Indonésie. SPI est l'une des quelque 165 organisations locales qui composent La Via Campesina, le mouvement des petits paysans. Après des études d'alimentation publique à l'Université agricole de Bogor (Jakarta), elle a obtenu un master à Rome avec une thèse consacrée au développement rural dans les pays en développement.



Miges Baumann, responsable Politique de développement de *Pain pour le prochain*

Miges Baumann a fait des études d'économie, d'histoire et d'ethnologie. Journaliste et économiste, il dirige le domaine Politique de développement de *Pain pour le prochain* dont il est le directeur suppléant. Il s'engage également sur le plan politique pour défendre les positions de l'organisation de développement des Eglises protestantes de Suisse. Il est membre des conseils de fondation de Max Havelaar Suisse et de la Fair Wear Foundation.



Matthias Dörnenburg, directeur ad interim et coresponsable du département Marketing d'Action de Carême

Matthias Dörnenburg dispose d'une longue expérience dans le travail de communication pour des ONG. Durant ses 21 années d'activité auprès d'Action de Carême, il a participé à la conception et au suivi de nombreuses campagnes nationales et internationales sur des sujets qui concernent le développement, telles que la campagne Clean Clothes. Il est membre du conseil de fondation de Max Havelaar Suisse.



Berne/Lucerne, le 6 mars 2017

Pain pour le prochain
Avenue du Grammont 9, CH-1007 Lausanne
+41 (0)21 614 77 17, painpourleprochain.ch



Action de Carême
Avenue du Grammont 7, CH-1007 Lausanne
+41 (0)21 617 88 81, actiondecareme.ch

PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÊME
En collaboration avec «Etre partenaires»

Les partenaires de la campagne œcuménique



**BROT FÜR ALLE
PAIN POUR LE PROCHAIN
PANE PER TUTTI**

Pain pour le prochain – Nous encourageons à agir

Pain pour le prochain est l'organisation de développement des Eglises protestantes de Suisse. Nous nous engageons au Nord et au Sud pour une transition vers de nouveaux modèles agricoles et économiques. Ceux-ci favorisent la coopération entre les humains et le respect des ressources naturelles. Par notre travail de sensibilisation et des alternatives porteuses d'espérance, nous motivons les personnes à devenir actrices du changement nécessaire.

Av. du Grammont 9, 1007 Lausanne, +41 21 614 77 77
ppp@bfa-ppp.ch - www.ppp.ch - CCP 10-26487-1



Action de Carême : Oser le changement – Renforcer la justice

Action de Carême est l'œuvre d'entraide des catholiques en Suisse. Nous nous engageons aux côtés de personnes défavorisées, pour un monde plus juste, un monde sans faim et sans pauvreté. Nous promovons des changements sur le plan social, culturel, économique et individuel afin de favoriser des dynamiques de transformation vers un mode de vie durable. Nous collaborons avec des organisations locales dans 14 pays en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Nous nous engageons également en Suisse et sur le plan international.

Av. du Grammont 7, 1007 Lausanne, +41 21 617 88 81
actiondecareme@fastenopfer.ch - www.actiondecareme.ch
CCP 10-15955-7



Etre Partenaires : une solidarité mondiale

L'œuvre d'entraide catholique-chrétienne Etre Partenaires sensibilise à la mission et la coopération au développement. Elle soutient et accompagne des projets permettant le développement social et économique de personnes défavorisées. Cette aide contribue à l'autonomie de ces personnes, notamment par le dialogue avec les partenaires. Est ainsi posé un signe de solidarité vivante entre chrétiens de différents pays.

Administration : Peter Grüter, Kirchgässli 2, 4310 Rheinfelden
+41 61 831 50 13 - info@partner-sein.ch - www.etre-partenaires.ch
CCP 25-10000-5